

## **Covid-19, l'économie du Mali paie un lourd tribut**

## **Covid-19, Mali's economy is paying a heavy price**

**GUINDO Laya Amadou**

Enseignant-chercheur

Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB)

Faculté des sciences Economiques et de Gestion (FSEG)

**layaamadou@yahoo.fr**

**Abdrahamane DJITEYE**

Planificateur

Institut National de la Statistique (INSTAT)

**Abdrahamanedjiteye80@gmail.com**

**BALLO Issa**

Enseignant-chercheur

Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB)

Faculté des sciences Economiques et de Gestion (FSEG)

**issasballo@yahoo.fr**

**Date de soumission :** 10/01/2022

**Date d'acceptation :** 04/06/2022

**Pour citer cet article :**

GUINDO L.A & al. (2022) « Covid-19, l'économie du Mali paie un lourd tribut », Revue Internationale du chercheur «Volume 3 : Numéro 2» pp : 596 - 611

## Résumé

L'an 2020 a été une année de psychose au niveau mondial et plus précisément pour les pauvres. La communauté internationale était surprise d'assister impuissamment aux dégâts causés par la propagation de la pandémie de coronavirus, connu sous le nom de COVID-19. Cette maladie a entraîné une crise sanitaire mais surtout économique sans précédent dans tous les pays du monde entier. Dans le but de circonscrire sa contagion au maximum, tous les États ont mis en place des mesures d'envergure nationale et internationale notamment : le confinement, l'arrêt de certaines activités, la fermeture des frontières.... Cela a eu comme corolaire le glissement des grands équilibres économiques mondiaux. Notre objectif, à travers ce papier consiste à une analyse approfondie des effets de la Covid-19 sur l'économie du Mali. Pour l'atteinte de cet objectif, nous avons opté pour la méthode qualitative exploratoire pour confirmer ou infirmer nos hypothèses en utilisant les données secondaires. Les principaux résultats de ce papier montrent que la Covid-19 aurait des conséquences sur l'économie malienne à court, moyen et long terme. Il ressort également de l'analyse que la crise aura de lourdes conséquences pour les générations futures : la dette va passer de 39% à 45% du PIB.

**Mots clés :** Coronavirus ; Covid-19 ; économie Malienne ; impact néfaste ; PIB.

## Abstract

The year 2020 has been a year of psychosis at the global level and more specifically for the poor. The international community was surprised to helplessly witness the damage caused by the spread of the coronavirus pandemic, known as COVID-19. This disease has led to an unprecedented health and above all economic crisis in all countries around the world. In order to limit its contagion as much as possible, all States have implemented national and international measures, in particular: confinement, the cessation of certain activities, the closing of borders, etc. This has had the corollary of the shift in the major global economic balances. Our objective, through this paper, is an in-depth analysis of the effects of Covid-19 on the economy of Mali. To achieve this objective, we opted for the exploratory qualitative method to confirm or refute our hypotheses using secondary data. The main results of this paper show that Covid-19 would have consequences on the Malian economy in the short, medium and long term. It also emerges from the analysis that the crisis will have serious consequences for future generations: the debt will increase from 39% to 45% of GDP.

**Keywords:** Coronavirus; Covid-19; Malian economy; adverse impact; GDP.

## Introduction

Avant de planter le décor, nous souhaitons procéder à un rappel historique très bref afin de mieux aborder le fond du sujet.

Nous entamerons cette étude par un bref rappel historique de la pandémie de la Covid-19. Selon Nimaga, (2021), la Covid-19 est un acronyme qui vient de l'anglais : « corona virus disease 19 » (en français, maladie à coronavirus 19. C'est la forme longue en français donnée par l'organisation mondiale de la santé, « appellation de la maladie à coronavirus 19 [Covid-19] et du virus qui la cause. « 2019 » étant l'année de son apparition, et « disease » signifie maladie. C'est ainsi qu'en fin 2019, le monde a assisté à un nouveau type de coronavirus qui a été identifié en Chine, plus précisément à Wuhan dans la province de Hubei.

A partir de la ville chinoise de Wuhan, la pandémie s'est propagée en Corée du Sud, en Italie et en Iran depuis la deuxième quinzaine du mois de février 2020, pour atteindre, début mars, la France, l'Espagne, l'Allemagne et les Etats-Unis. Les 5 pays les plus touchés étaient : les Etats-Unis, l'Inde, le Brésil, la Russie et la Colombie. Elle devient ainsi, le 11 mars une pandémie mondiale (Grumbrecht et Howard, 2020).

Sur le continent africain, les pays les plus affectés étaient l'Afrique du Sud, le Maroc, l'Egypte, l'Ethiopie et le Nigeria. A la date du 19 janvier 2021, le nombre de personnes infectées par la COVID 19 était de 96,158 millions de personnes sur lesquelles 2,057 millions de personnes sont malheureusement décédées (TYBRING-GJEDDE, C (2020).

Dans tous les pays touchés, des mesures de restriction des mouvements des populations ont été prises à l'intérieur des pays et entre les pays, beaucoup d'espaces publics ont été fermés comme les écoles et universités, les restaurants, les hôtels, les supermarchés...

Quant au Mali, il a enregistré son 1<sup>er</sup> cas de COVID-19 le 08 avril 2020. Depuis, la pandémie a régulièrement progressé. A la date du 19 janvier 2021, le pays enregistrait 7 880 cas sur lesquels on enregistrait 317 décès (TYBRING-GJEDDE, C (2020).

Ce qui semblait être une épidémie saisonnière dans la tête du commun des mortels a fini par se répandre à travers le monde et est devenue subitement la plus grande pandémie du début du 21<sup>ème</sup> siècle. Selon les prévisions de la Banque Mondiale<sup>1</sup>, le PIB mondial diminuera de 5,2% cette année, ce qui représente la plus forte récession planétaire depuis la seconde guerre mondiale. La première fois depuis 1870, un nombre sans précédent de pays va enregistrer une baisse de leur production par habitant.

---

<sup>1</sup> Perspectives économiques mondiales-juin 2020.

Jamais le monde n'a connu autant de psychose depuis la grippe espagnole (TYBRING-GJEDDE, C (2020) de 1918-1919.

Après une année sous l'effet de ce fléau, aucun continent n'est épargné voire aucun pays. De même, pour l'instant, aucun laboratoire, n'est parvenu à trouver un vaccin aussi efficace et unanime. Il continue à faire ses vagues de morts malgré les différents efforts consentis par les services de santé de par le monde et le respect des mesures barrières.

Sur le plan économique, la pandémie de la Covid-19, intervient dans un contexte marqué par l'essoufflement progressif de la croissance économique au niveau international et par des perspectives macroéconomiques moins favorables qu'en 2019 au niveau national.

En effet, au niveau international, le taux de croissance a fléchi à 3,6% en 2018 et devrait encore ralentir en 2019 à 3,2% avant de remonter légèrement en 2020 à 3,5% (INSTAT, 2020).

Au niveau national, il est attendu (i) un taux de croissance qui demeure constant par rapport à la prévision de 2019 (5,0%), (ii) une variation annuelle moyenne des prix à la consommation en hausse de 1,5 point de pourcentage (1,9% en 2020 contre 0,4% en 2019) et (iii) une dégradation du solde courant de la balance des paiements passant de (-5,6%) en 2019 à (-6,4%) en 2020.

Dans le cas du Mali, il faudra signaler que le début de la pandémie de la Covid-19 a coïncidé avec une crise post-électorale exacerbée par un front social en ébullition aboutissant à un coup d'Etat militaire le 18 août 2020, basculant le pays dans une transition et une suspension vis-à-vis du reste du monde à travers la CEDEAO, sanction levée jusqu'au 06 octobre 2020 rendant l'application des mesures de ripostes très difficile.

Dans ce contexte, peu favorable à l'économie pratiquement à tous les niveaux, l'apparition d'une telle pandémie à l'échelle planétaire ne fera qu'aggraver la précarité des populations les plus vulnérables et même celle des Etats. Les Etats étant les, premiers acteurs dans la lutte contre le fléau conformément à ses missions régaliennes de protection et de sécurisation des personnes et de leurs biens se sont contraint de réallouer une partie importante de leurs ressources dans les dépenses de santé.

Cette pandémie intervient également dans un contexte mondial caractérisé par un certain retour à la stabilité économique et financière après la crise des subprimes déclenchée en 2007 aux Etats-Unis d'Amérique et ayant secoué l'économie mondiale.

Face à cette pandémie, tous les Etats se sont mobilisés ainsi que les organismes internationaux pour apporter une réponse appropriée et à temps. Plusieurs mesures sanitaires ont été adoptées par les services en charges. Quant à l'économie, elle roule aux ralentis. Les frontières sont

quasi-fermées, les déplacements sont limités et les barrières non tarifaires renforcées. Une pandémie d'une telle conséquence sur l'économie, la finance, le commerce, exige de la part des chercheurs une réflexion approfondie afin d'évaluer ses impacts et proposer des remèdes pour atténuer ses conséquences néfastes.

Comme précédemment indiqué, le Mali vit déjà une crise multidimensionnelle depuis janvier 2012, elle vient d'être exacerbée par la pandémie de la Covid-19. Cette situation obligera le Mali à payer un lourd tribut pour faire face aux conséquences de celle-ci. D'où la quintessence même de ce présent article.

Dans un contexte économique très difficile, le Mali se doit de prendre de fortes mesures pour atténuer les effets actuels et attendus de la pandémie.

De ce fait, notre objectif, à travers ce papier consiste à une analyse approfondie des effets de la Covid-19 sur l'économie du Mali.

Pour atteindre de l'objectif fixé de cette recherche, notre problématique s'articule autour de deux questions fondamentales à savoir : quels sont les impacts des mesures de riposte face à la pandémie ? quelles mesures face à la pandémie et comment soutenir l'économie dans la circonstance actuelle ?

Afin de mieux éclairer ces questions posées, nous avons formulé deux hypothèses qui sont les suivantes : (1) la Covid-19 aurait des effets très néfastes sur l'économie du Mali ; (2) les mesures de ripostes du Gouvernement face à la Covid-19 seraient insuffisantes à soutenir l'économie et booster la croissance.

Pour la rédaction de ce papier, nous adoptons ainsi qu'il suit : la revue de la littérature, la méthodologie de recherche et la présentation et discussion des résultats.

## **1. Revue de la littérature**

Cette revue s'efforce à faire l'état des lieux à travers les écrits existants à trois niveaux : l'état des lieux de façon générale, dans le monde, en Afrique et le cas particulier du Mali.

### **1.1. Etat des lieux**

L'économie mondiale est en proie à une récession historique due à la pandémie de coronavirus et aux mesures prises pour la combattre (Bentahar et Bouazzaoui, 2021). Outre l'origine non-économique de la récession, les pertes d'activité économique enregistrées dans les pays du monde rendent cette crise exceptionnelle ; du fait que la plupart des secteurs des économies avancées et des pays émergents sont affectés.

Des incertitudes planent encore, d'une part, sur l'évolution de la pandémie et, d'autre part, sur l'efficacité des mesures prises par les pouvoirs publics afin de combattre le virus et soutenir les ménages et les entreprises les plus affectés.

Le marché des matières premières ne sort pas indemne du choc sans précédent provoqué par la pandémie de la COVID-19. Les prix de la majorité des matières premières ayant été particulièrement impactés, le potentiel de baisse des prix pourrait être limité, alors que la hausse pourrait-être explosive. En effet, les mesures de déconfinement et de reprise économique, pourraient favoriser le rattrapage des cours de certaines matières premières (métaux, énergie...).

### 1.2. Dans le monde

Une récession mondiale et une reprise inégale. Selon les projections actuelles, l'économie mondiale subira une contraction de 4,4 % en 2020 avant de connaître une croissance de 5,2 % en 2021. La projection de croissance de l'économie mondiale pour 2020 est meilleure que la prévision de juin, tandis que la projection de croissance pour 2021 est inférieure à la prévision de juin. La contraction de cette année a été globalement synchronisée et s'est concentrée sur le deuxième trimestre de 2020. En revanche, le redressement de l'année prochaine devrait être plus inégal : une reprise relativement rapide est prévue pour la Chine et les principaux pays de la zone euro, alors que les États-Unis devraient connaître une expansion un peu plus modérée. Depuis le début de 2020, le commerce mondial a diminué de 3½ % au premier semestre, les déplacements et flux touristiques mondiaux ont connu un coup d'arrêt, et les cours du pétrole se sont stabilisés à 41½ dollars le baril (soit un recul de 32 % par rapport à 2019). Les cours des métaux de base et autres produits de base se sont eux aussi inscrits en baisse (FMI<sup>2</sup>, 2020).

Dans leur étude sur la covid-19, Oudda, Assaad Idrissi et Bennis (2020) confirment que l'économie mondiale a été influencée par la pandémie de la covid-19 à travers une augmentation des coûts. Cette augmentation des coûts est causée par le traumatisme des marchés dû aux blocages des transactions à l'échelle mondiale, à la faiblesse de la consommation des ménages, à la forte exposition du secteur des services et à l'amplification financière potentielle.

### 1.3. En Afrique

L'Afrique subsaharienne fait face à une crise sanitaire et économique sans précédent qui, en l'espace de quelques mois seulement, a mis en péril des années de progrès durement acquis sur la voie du développement et bouleversé l'existence et les moyens de subsistance de millions de

---

<sup>2</sup> Fonds Monétaire international.

personnes. L'apparition de la pandémie a été différée en Afrique subsaharienne et les taux de contamination ont été relativement bas par rapport aux autres régions du monde. Cependant, la recrudescence de nouveaux cas dans de nombreux pays avancés et la menace de vagues récurrentes de contamination dans toute la région donnent à penser que la pandémie restera probablement une préoccupation très concrète dans les temps à venir. Toutefois, face aux coûts économiques et sociaux élevés, les pays commencent aujourd'hui, à rouvrir leur économie avec prudence et cherchent des solutions pour relancer la croissance. Avec l'instauration de confinements, l'activité dans la région a reculé brutalement au deuxième trimestre de 2020. Néanmoins, sous l'effet d'un assouplissement des mesures d'endiguement, d'une hausse des cours des produits de base et d'une détente des conditions financières, des signes d'une reprise hésitante au second semestre de l'année sont visibles. Dans l'ensemble, l'économie de la région subira une contraction de 3,0 % en 2020 selon les projections. L'incidence la plus forte de la crise sur la croissance concerne les pays tributaires du tourisme, tandis que les pays exportateurs de produits de base ont aussi été durement touchés. La croissance des pays plus diversifiés ralentira fortement mais, restera dans bien des cas positifs en 2020. Pour 2021, une croissance régionale de 3,1 % est prévue. Il s'agit d'une expansion plus faible que celle attendue dans une bonne partie du reste du monde, ce qui s'explique en partie par la marge d'action relativement restreinte de l'Afrique subsaharienne pour pérenniser une politique budgétaire expansionniste. Les principaux moteurs de la croissance en 2021 seront notamment une embellie des exportations et des cours des produits de base, sur fond de reprise de l'économie mondiale, et un redressement de la consommation et de l'investissement privés (FMI, 2020).

#### **1.4. Au Mali**

Depuis le mois de décembre 2019, le monde fait face à une pandémie liée à la maladie à Coronavirus et le nôtre ne fait pas exception (Bentahar et Bouazzaoui, 2021). Bien avant que le Mali n'enregistre son premier cas le 24 mars 2020, un conseil de défense tenu le mardi 17 mars 2020 a décrété l'état d'urgence et plusieurs mesures ont été annoncées par le gouvernement, notamment les mesures barrières, la suspension des vols commerciaux (à l'exception des vols cargos), la fermeture des frontières terrestres, la mise en place d'un couvre-feu, la suspension de tous les rassemblements publics, l'interdiction des événements sociaux, sportifs, culturels et politiques de plus de 50 personnes et la fermeture des écoles, des boîtes de nuit et des bars. C'est à cette occasion que le chef de l'Etat a annoncé l'enveloppe initiale de 6,3 milliards de FCFA pour faire face aux dépenses urgentes.

Face à la multiplication des cas de malades enregistrés de Covid-19, le chef de l'Etat, dans son adresse à la nation du 10 avril 2020, a annoncé l'enveloppe de 500 milliards du coût de la riposte de la lutte contre le Covid-19 suivant les hypothèses bases.

Lourde chute de la croissance et augmentation de la pauvreté. La pandémie du COVID-19 affecte profondément le Mali. Ces effets indirects sont potentiellement beaucoup plus dévastateurs que ses effets directs. La récession économique globale et ses conséquences sur l'économie nationale vont entraîner une chute anticipée de la croissance du Produit Intérieur Brut de plus de 80%. Celle-ci va passer de 5% à 0,9% en 2020. Pour la première fois depuis six ans, la croissance du PIB va être bien en-deçà de la croissance démographique. Cette chute va jeter 800 000 Maliens dans la pauvreté (Nation Unie, 2020). A ce jour, moins de 50 décès dus au COVID-19 ont été rapportés.

Endettement des générations futures et retardement des progrès pour le développement durable. La contraction économique va affecter la capacité de l'Etat à mobiliser les ressources domestiques nécessaires à son développement. Ceci compromettra plus encore les progrès vers les Objectifs de Développement Durables. Le taux de pression fiscale, qui était prévu à 15,5%, et qui était sur une pente favorable, va chuter à 13,3%, soit un manque à gagner de plus de 230 milliards de FCFA pour l'Etat en 2020. La crise aura de lourdes conséquences pour les générations futures : la dette va passer de 39% à 45% du PIB (Nation Unie, 2020).

La rapidité avec laquelle les Institutions Financières Internationales ont répondu à la demande du Mali pour des crédits additionnels, ainsi que la nécessité de mettre en œuvre la réponse urgemment, sollicitera une attention particulière sur la bonne gestion des finances publiques. Cela demandera aussi aux partenaires de développement plus de transparence et de coordination afin que tous les fonds extérieurs mobilisés pour répondre à la crise soient enregistrés dans le Budget de l'Etat.

L'emploi est lourdement affecté. Une augmentation brutale des pertes d'emploi est observée, en particulier dans les secteurs tertiaire et secondaire. Les mesures d'appui à l'économie, particulièrement pour les petites entreprises, risquent d'être insuffisantes pour mitiger l'impact de la crise.

Le Capital Humain, un des piliers essentiels du Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD) du Gouvernement, est très négativement affecté. La pandémie arrive dans un contexte de développement fragile, où les indicateurs socio-économiques n'arrivent pas à suivre le rythme de l'expansion démographique. À cela s'ajoute une crise sécuritaire et humanitaire, ainsi que de graves inégalités liées au genre. La COVID-

19 fragilise encore plus les perspectives de développement du capital humain: (i) près de 4 millions d'enfants ne vont plus à l'école ; (ii) la mobilisation entière du secteur de la santé a des conséquences négatives sur des programmes essentiels comme la vaccination ; et (iii) la crise économique va augmenter la pauvreté à un moment où la période soudure va accroître le nombre de personnes en besoin d'assistance alimentaire de plus de 70%, pour atteindre 1,3 million dans les prochains mois. Le COVID-19 approfondie la vulnérabilité des populations et fragilise encore plus leur résilience (Nation Unie, 2020).

La protection sociale joue un rôle essentiel dans la réponse du Gouvernement. Les réponses de protection sociale annoncées correspondent à 1,3% du PIB. La capacité à concrétiser ces mesures efficacement, de façon coordonnée, transparente et en temps voulu, sera essentielle pour le succès de la réponse auprès des populations les plus vulnérables.

## 2. Méthodologie de la recherche

Nous avons opté pour la méthode qualitative exploratoire pour confirmer ou infirmer nos hypothèses. Le chercheur a plusieurs approches méthodologiques pour bien mener sa recherche (Ballo, Diabaté et Guindo, 2022). La question qu'il doit prioritairement se poser est celle du choix de l'approche qu'il entend mobiliser pour conduire son travail. Pour notre part, nous avons choisi la méthode qualitative exploratoire et l'utilisation des données secondaires (recherche documentaires). Yin (1994) propose aux chercheurs la possibilité de choisir entre cinq stratégies de recherche : les expériences, les enquêtes, l'analyse d'archives, les études historiques, les études de cas. Nous avons choisi l'analyse de contenu comme stratégie permettant de valider ou d'invalider nos hypothèses.

La collecte des données à l'aide du questionnaire est le mode de collecte le plus répandu dans les recherches quantitatives, alors que les recherches qualitatives privilégient l'entretien et l'observation. Notre analyse porte sur la recherche exploratoire, cela justifie notre choix de recourir à l'entretien comme méthode de collecte de données. Nous avons également utilisé des données secondaires auxquelles nous avons appliqué les instruments d'analyses statistiques aux besoins, sinon c'est une analyse du type empirique qui est souhaitée nous permettant de porter un jugement de valeur sur les résultats obtenus.

Les ressources humaines, matérielles et institutionnelles utilisées pour ce travail sont nous-mêmes en premier lieu, nos contacts et relations utiles, l'Institut National de la Statistique (INSTAT), les services techniques du ministère de la santé et toutes autres données disponibles en la matière.

### 3. Présentation et discussion des résultats

Cette partie de notre manuscrit est consacrée à la présentation des résultats et à la discussion.

#### 3.1 Présentation des résultats : Impacts de la COVID 19 sur l'économie malienne

L'année 2020 a été difficile pour la communauté mondiale et en particulier les pays en développement. La propagation du nouveau coronavirus, connu sous le nom de COVID-19 a entraîné une crise sanitaire sans précédent dans les pays du monde entier. En vue de limiter sa propagation au maximum, il a été décidé de mettre en œuvre des mesures drastiques de confinement ayant conduit, entre autres, à l'arrêt de certaines activités, à la fermeture des frontières au point que le monde entier était devenu comme une vaste étendue inerte. Ce qui entraîna un effondrement de la demande mondiale et des chocs de grande ampleur sur l'offre et la demandes des biens et services mais, sur les autres marchés à savoir le marché monétaire, le marché financier et surtout le marché du travail.

À ces conséquences néfastes de la pandémie s'ajoutent les effets des mouvements socio-politiques ayant commencé à partir mai 2020 suite aux contestations des résultats des élections législatives organisées elles-mêmes dans un contexte d'insécurité grandissante. A cela vient s'agréger l'embargo que le pays a subi de la part de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) avec comme corolaires la fermeture des frontières terrestre et aérienne et le blocage des transferts financiers. Les effets combinés de ces différents chocs ont négativement impacté tous les secteurs économiques.

En vue d'évaluer l'impact réel des conséquences de ces chocs successifs sur l'économie nationale, l'Institut national de la Statistique (INSTAT)<sup>3</sup> avec l'appui financier de la Statistique Suède (SCB) a initié la réalisation d'une étude afin de disposer de statistiques exhaustives et fiables pouvant aider à la prise de décision et des mesures d'accompagnement des entreprises. Un échantillon de 429 entreprises<sup>4</sup> a été retenu pour les opérations de collecte. A l'issue de la collecte des données, un taux de réponse de 96% a été obtenu.

Au tout début de notre analyse nous avons fait remarquer notre volonté d'utiliser les données secondaires à travers l'enquête menées par l'INSTAT<sup>5</sup>.

Les principaux résultats de l'impact pour les trois chocs se résument comme suit :

<sup>3</sup> <https://us.docworkspace.com/d/slCKFktQdiNTZiAY>

<sup>4</sup> <https://us.docworkspace.com/d/slCKFktQdiNTZiAY>

<sup>5</sup> <https://us.docworkspace.com/d/slCKFktQdiNTZiAY>

### **3.1.1. Impact sur les chiffres d'affaires**

Les branches d'activité les plus impactées en termes de chiffre d'affaire par les effets de la crise de COVID-19 sont entre autres la branche des agences de réservations et services connexes (-71,3%), le transport (-65,9%), l'hébergement et la restauration (-52,5%), la culture (-47,6%), les BTP (-39,1%) et les autres services (-31,6%). Certaines branches ont également connu les effets de la COVID-19 sur leurs chiffres d'affaire avec un impact moins prononcé que les précédentes. Il s'agit de la production d'eau et électricité (-9,6%), le commerce (-6,1%), l'éducation (-3,4%).

Les activités du secteur tertiaire sont les plus qui ont subi les conséquences de la pandémie comme le montre les données issues de l'enquête menées par l'INSTAT.

Les secteurs clés qui assurent le fonctionnement de l'économie ont été ralenti par les impacts de la Covid-19. Du coup, l'économie se voit dans situation de récession.

Du moment où le transport est touché négativement à -65,9%, c'est l'ensemble de l'économie qui en paiera le prix. On dit en économie que lorsque le transport est touché, cela signifie que tout ce qui est transporté sera affecté et c'est exactement le cas.

S'agit des besoins primaires, le confinement a augmenté la demande des besoins sociaux de base comme l'eau et l'électricité.

### **3.1.2. Impact sur la production**

La production des entreprises de la branche « services », comme leurs chiffres d'affaires a été négativement touchée par la COVID-19. En revanche, l'extraction d'or, le commerce, la santé, et les BTP, ... ont connu une évolution positive de leur production sur la même période.

Parlant de la branche des services, il s'agit notamment du transport, du tourisme, des activités liées aux hôtels qui ont été les plus impactés par la pandémie. Les activités des services sont beaucoup plus développées dans les cités théâtre de pandémie là où les restrictions ont été de conséquences graves.

### **3.1.3. Impact sur le personnel**

Pour faire face à la propagation de la pandémie et réduire ses effets sur l'activité économique, les entreprises ont eu recours à certaines dispositions contraignantes. Ces mesures ont concerné entre autres : la mise en chômage technique/partiel (26,0% du total des entreprises enquêtées), la rotation (26,0%), le télétravail (19,0%), les congés forcés (12,0%). Concernant le « licenciement » comme moyen d'atténuation de l'effet de la Covid-19, un peu plus de 4% des entreprises sondées ont déclarés l'avoir mise en œuvre. Les entreprises de la branche service

d'agence de réservation sont celles qui ont le plus appliqué la mesure de licenciement. Elles sont suivies par les BTP et l'hébergement et restauration.

Le licenciement n'était pas priorisé au tout début de la pandémie, c'était vraiment les mesures précédemment indiquées qu'étaient fortement recommandées et appliquées, mais la chute des chiffres d'affaires continue dans le temps, plus d'une année, a forcé les entreprises à proposer le licenciement.

#### **3.1.4. Impact sur les commandes, trésoreries et stocks des entreprises**

L'impact de la COVID-19 a été nettement ressenti sur le niveau de commandes adressées aux entreprises. En effet, 72% des entreprises ont déclaré la diminution des commandes de leurs partenaires commerciaux. En revanche, 25% évoque n'avoir pas constaté de changement et seulement 4% ont vu leurs commandes augmenter

Cela s'explique par le fait que les secteurs d'activités n'ont pas les mêmes vulnérabilités vis-à-vis de la pandémie.

Les services ont été négativement impactés, cependant, le télétravail a été largement utilisé augmentant du coup le chiffre de toutes les activités liées à l'internet.

#### **3.1.5. Impact sur les transactions avec l'extérieur**

Les entreprises importatrices déclarent être négativement impactées par la Covid-19 à 84,5%. Ce sont principalement celles évoluant dans le commerce (47%) et l'industrie (17%). En ce qui concerne les entreprises exportatrices, près de 81% d'entre elles ayant répondu déclarent être négativement impactées par la COVID-19, parmi lesquelles 53% sont du secteur de l'Industrie. Seulement 14,3% des entreprises affirment être positivement impactées dont 66% sont dans le transport. Elles sont 4,8% à répondre n'avoir connu aucun impact.

Ces chiffres reflètent nettement la réalité du fait de la fermeture des frontières, forcément les activités d'exportation et d'importation se sont verraient ralentir sinon suspendues dans la plupart des cas. Au tout de la pandémie, seulement les cargos, les produits pharmaceutiques étaient autorisés à rentrer. Par la suite les mesures ont été allégées mais non levées.

Le commerce extérieur a été terrorisé par les impacts de la pandémie de la Covid-19 avec tous ses corollaires tel que la chute du chiffre d'affaires et par voie de conséquence la baisse des recettes fiscales. A cela, il faut ajouter la question du chômage.

Les conséquences du coronavirus sont sans précédent et ont été ressenties sur la majorité des entreprises. En effet, les mesures prises par le gouvernement et le reste du monde pour prévenir la contamination et la propagation du coronavirus ont eu un impact important sur la

performance de l'ensemble des secteurs d'activités, occasionnant des pertes en termes de chiffres d'affaires, de la production et aussi pour certains une réduction définitive des effectifs. Son impact social est sans précédent, les entreprises ayant été frappées de plein fouet ont procédé à d'énorme licenciement ou la mise en chômage technique de beaucoup de salariés, ont entraîné une crise sociale dans le monde entier. Ces résultats militent en faveur de notre première hypothèse portant sur la Covid-19 aurait des effets très néfastes sur l'économie du Mali.

Cependant, de notre analyse des différents documents visités et des entretiens effectués, il ressort que la pandémie de corona virus va perdurer plus longtemps que prévue et pour cela, il est indispensable de revisiter l'ensemble des solutions préconisées et même changer d'approche quant à la lutte contre elle.

Le Mali étant un pays en développement, l'essentiel des activités génératrices de revenu est concentré dans quelques grandes villes du pays.

La plupart de la population vit dans le secteur informel et l'étendue dans la durée des mesures telle que le couvre-feu ne peut qu'avoir des effets contre productifs et aggravera le chômage.

Pour illustrer notre analyse, nous avons juste pris le cas des livreurs ambulant de pain qui vivent le jour au jour, l'instauration du couvre-feu, rendait impossible leur activité et selon le syndicat des livreurs de pain, ils sont plus de 6 000 à Bamako.

Lorsqu'on prend en compte leur famille, l'impact devient plus grave.

Pour notre part, nous proposons d'adopter des mesures en rapport avec la réalité de l'économie du Mali.

Il s'agit en réalité des mesures pouvant permettre de lutter efficacement contre la maladie tout en préservant les emplois et assurer la croissance économique.

A ce niveau, force est de constater que dans nos Etats, les mesures se décrètent mais, ne construisent pas, nous proposons de regrouper les acteurs par secteur et prendre les mesures aux cas par cas permettant une plus grande appropriation par la population des décisions et faciliter leur application. Les mesures prises par le gouvernement du Mali sont insuffisante pour soutenir l'économie à hauteur de souhait. Cela confirme notre hypothèse 2 qui stipule que les mesures de ripostes du Gouvernement face à la Covid-19 seraient insuffisantes à soutenir l'économie et booster la croissance.

### **3.2. Discussion des résultats**

Au regard des résultats obtenus à travers l'analyse des données recueillies, il ressort que la

pandémie de Covid-19 a entraîné un effondrement de la demande mondiale et des chocs de grande ampleur sur l'offre et la demandes des biens et services mais, sur les autres marchés à savoir le marché monétaire, le marché financier et surtout le marché du travail. Ces résultats confirment ceux de (Bentahar et Bouazzaoui, 2021) qui ont soutenu que L'économie mondiale est en proie à une récession historique due à la pandémie de coronavirus et aux mesures prises pour la combattre. Nous confirmons nos résultats qui convergent vers ceux de Oudda, Assaad Idrissi et Bennis (2020) ayant affirmé que l'économie mondiale a été influencée par la pandémie de la covid-19 à travers une augmentation des coûts. Cette augmentation des coûts est causée par le traumatisme des marchés dû aux blocages des transactions à l'échelle mondiale, à la faiblesse de la consommation des ménages, à la forte exposition du secteur des services et à l'amplification financière potentielle. Il révèle de notre analyse que la Covid-19 aurait des conséquences sur l'économie malienne à court, moyen et long terme. Ces résultats vont dans le même sens que ceux de l'Nation Unie (2020) qui confirme que la crise aura de lourdes conséquences pour les générations futures : la dette va passer de 39% à 45% du PIB.

### **Conclusion**

Cet article avait pour objectif de déterminer les impacts de la pandémie de la Covid-19 sur l'économie du Mali. Pour ce faire, à défaut de mener une enquête sur le terrain, nous avons passé par l'utilisation des données secondaires surtout celles fournies par l'INSTAT. La limite principale de l'étude réside dans le fait que les données ne sont pas primaires. Par le temps, une autre étude pourra se réaliser pour tester nos résultats afin d'enrichir la base de données scientifiques.

A la fin de cet article, il ressort que les hypothèses ayant sous-tendue cette recherche sont toutes confirmées et le besoin pressant d'adopter des mesures nouvelles s'imposent.

Au clair, il est ressenti que la Covid-19 a eu un impact néfaste inestimable sur l'économie malienne. Les chiffres avancés au niveau des impacts le démontrent clairement. De même, une analyse critique montre que certaines mesures de ripostes ne sont pas adaptées à la réalité du pays, comme le couvre-feu, la fermeture des marchés et la fermeture des frontières. Car, le Mali est un pays pauvre, toutes mesures tendant à renforcer le confinement ne fera qu'aggraver la pauvreté, la faim due aux pertes des emplois. Sur le plan social, le confinement à d'autres conséquences bien sûr.

En termes de mortalité, il est vrai qu'il y a eu plus de peur que de mal, les cas de guérison sont nombreux et les décès limités. Toutefois, cela ne signifie guère une baisse de la vigilance étant

entendue, qu'une nouvelle forme de la Covid-19 a apparue faisant ces vagues de morts.

Par cette recherche, nous avons voulu faire à une analyse approfondie des effets de la Covid-19 sur l'économie du Mali.

Cependant, nous notons que ce n'est pas un travail exhaustif, car nous avons dû faire face, au cours de notre recherche, à un certain nombre de limites qu'il convient de signaler en vue de mieux saisir l'environnement dans lequel le travail s'est effectué.

De ce fait, dans un premier temps, nous avons opté pour la méthode qualitative qui est basée sur l'entretien. Dans un deuxième temps, l'accès à la tâche la plus difficile à atteindre pendant plusieurs mois retardant de facto l'avancement des travaux.

En ce qui concerne la contribution managériale, nos résultats aident les chercheurs à comprendre les effets de la Covid-19 sur l'économie malienne

Vue la méthode adoptée pour ce travail, il serait judicieux de notre point de vue, pour des recherches futures d'explorer ce même terrain en adoptant la méthode mixte permettant ainsi la généralisation des résultats.

## BIBLIOGRAPHIE

Ballo, I., Diabaté, A. et Guindo, L.A (2022), « Nécessité des pratiques d’audit interne dans les collectivités décentralisées du District de Bamako », Revue Internationale des Sciences de Gestion « Volume 5 : Numéro 2 » pp : 469-493.

Bentahar. A & Bouazzaoui. R (2021) « Les plans de sauvetage des entreprises impactées par la crise du Covid-19 : Cas du Maroc », Revue Internationale des Sciences de Gestion « Volume4 : Numéro 4 » pp : 290-308.

FMI, (2020), « Les perspectives économiques sous régionales : Afrique subsaharienne vers une reprise difficile ».

Grumbrecht, J et Howard, J (2020), « Who declares novel coronavirus outbreak a pandemic. Available from : <https://edition.cnn.com/2020/03/11/health/coronavirus-pandemic-world-health-organization/index.html>.

INSTAT (2020), « Etude d’impact Covid-19 sur les entreprises au Mali ».

Nation Unie (2020) « Rapport du Système des Nations Unies, mené par le PNUD et l’UNICEF, une analyse rapide de l’impact de la crise du COVID-19 au Mali ».

Nimaga, (2021), « Les entreprises informelles du district de Bamako face à la pandémie de la COVID -19 : émergence d’un foyer de propagation de la maladie et difficultés liées à la mise en place et à l’observation des mesures barrières », Revue Française d’Economie et de Gestion « volume 2 : Numéro 4 » pp : 210-234.

Oudda, Y., Assaad Idrissi, M. et Bennis, L. (2020) « Les retombées de la crise sanitaire Covid-19 sur l’économie Marocaine », Revue du contrôle, de la comptabilité et de l’audit « Volume4 : Numéro 2 » pp : 452-475.

Tybring-Gjedde, C (2020), « les conséquences économiques de la pandémie de la Covid-19, Norvège ».

Yin R.K. (1994), « Case Study Research, Design and Methods », 2<sup>e</sup> édition, Sage publication